

Rochefort / Des habitants de Jemelle dans l'incertitude

La colère face à l'expropriation

J'irai jusqu'au bout ! On est à bout de nerfs ! » La tension est palpable. Le verbe est dur. Comme souvent le jeudi, quelques Jemellois se réunissent en « groupe de parole ». Encouragés par LST (Lutte solidarité travail) et par Marie-Rose Albert de l'ONE, ils racontent la misère, les tensions dans le quartier et, surtout, l'incertitude dans laquelle ils vivent depuis qu'un projet de rénovation urbaine prévoit l'expropriation de leur maison.

« Nous, les habitants de la rue Peterson, on nous prend pour des moins que rien. » Gaby, retraitée, vit avec 300 euros par mois. « J'ai pas peur de le dire, je vais parfois chercher un colis au resto du cœur ». Il y a quelques années, elle a acheté son logis. Le

projet d'une vie. « Jusqu'au jour j'apprends, à la télé, qu'on va nous la prendre la maison. Mais officiellement on ne nous a rien dit. Et il faudrait que je continue à l'entretenir ? » Tchico, propriétaire lui aussi, a un toit en forme de passoire. « Pourquoi investir 600.000 francs si on me la prend ma maison ? Qu'est-ce que je vais racheter ? Et où ? En attendant l'hiver arrive. » Fabian, employé LST résume : « Ces gens sont dans l'ignorance du lendemain, c'est le système administratif qui les rend comme cela. Ils sont dans une prison sans clef ».

Tout autre son de cloche du côté du bourgmestre Bellot (MR) : « La rénovation de Jemelle, c'est un processus de 15 ans qui vient de débuter. Ce n'est pas la Ville

qui exproprie mais le ministère des Finances. Et il ne le fera pas tant que le projet complet ne sera pas approuvé par la Région et que le permis ne sera pas délivré. Or, nous en sommes toujours dans la phase de désignation de l'auteur de projet ». Une expropriation avant l'hiver ? « Certainement pas, il y en a encore au moins pour une bonne année avant d'exproprier. En attendant l'entretien courant est à charge des propriétaires ». Pas informés les gens ? « Il y a eu au moins 11 réunions à Jemelle, ils ne sont pas venus. C'est dommage. Je comprends ce qu'ils vivent mais ils doivent savoir que la Ville n'a la maîtrise ni du délai d'exécution, ni du délai d'expropriation ». ■

ÉRIC BURGRAFF

